Ambitions et limites de la « refondation » du CAP (1998-2010)

Ambitions and limits of the “reform” of the CAP (1998-2010)

Ambiciones y límites de la « refundación » del CAP (1998-2010)

Ambitionen und Grenzen der „Neugründung“ des CAP (1998-2010)

Fabienne Maillard

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3775>

DOI : 10.4000/rfp.3775

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 juillet 2012

Pagination : 19-30

ISBN : 978-2-84788-388-6

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Fabienne Maillard, « Ambitions et limites de la « refondation » du CAP (1998-2010) », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 180 | juillet-août-septembre 2012, mis en ligne le 15 juillet 2015, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3775> ; DOI : 10.4000/rfp.3775

Ambitions et limites de la « refondation » du CAP (1998-2010)

Fabienne Maillard

Considéré comme un diplôme obsolète, le CAP a subi entre 1985 et 1997 toute une série de mesures destinées à le mettre à l'écart des lycées professionnels. Cette politique a provoqué un important déclin du diplôme dans le système scolaire. Face au nombre élevé des sortants sans diplôme, à la persistance des emplois d'exécution et à la concurrence de diverses certifications professionnelles, le ministère de l'Éducation nationale s'est ensuite attaché à « refonder » le CAP. Lentement mis en œuvre, ce programme d'action a obtenu des résultats modérés. Depuis la fin de l'année 2007, une nouvelle politique est à l'œuvre pour assurer « la rénovation de la voie professionnelle ». Le CAP y occupe une place majeure mais plusieurs limites pèsent sur sa relance : la faiblesse de l'attrait du diplôme, son absence de raisons d'être dans de nombreuses activités professionnelles, ainsi que les réticences manifestées par certains acteurs du système éducatif qui envisagent le retour du CAP comme une régression.

Mots-clés (TESE) : politique en matière d'éducation, formation et enseignement professionnels, certificat, qualification.

INTRODUCTION

Objet d'une déstructuration à la fois très active et très efficace de la part du ministère de l'Éducation nationale entre le début des années quatre-vingt et la fin des années quatre-vingt-dix, le Certificat d'aptitude professionnelle (CAP) est soumis à des orientations bien différentes depuis 1998 (Maillard, 2005). Après avoir été considéré pendant plusieurs années comme un obstacle à la politique de hausse du niveau d'éducation visant à conduire 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat¹, en raison de son obsolescence et de sa position mineure dans la hiérarchie des diplômes, il est redevenu porteur d'avenir. Son déclin était pourtant très avancé dans les lycées professionnels, puisqu'à la suite d'une certaine désaffec-

tion des jeunes et de différentes mesures destinées à minorer sa position dans l'offre scolaire de formation, le nombre des élèves préparant ce diplôme s'est littéralement effondré en moins de vingt ans : de 457 000 en 1980, il est passé à 145 000 en 1990 et à 82 000 en 1997. Cette chute a même atteint l'apprentissage (Moreau, 2003 et dans ce dossier). C'est pourtant là, comme dans la formation continue, qu'il était censé conserver une place.

Paradoxalement, c'est lorsque le caractère résiduel du diplôme ne fait plus aucun doute qu'une nouvelle politique voit le jour pour le réhabiliter. Avant de le doter en 2002 d'un nouveau *curriculum*, le ministère entreprend en effet de le faire revivre dans les lycées professionnels et le présente même comme l'un des

pilliers de la voie professionnelle. Cependant, alors que la disqualification du CAP a rapidement produit ses effets, sa « refondation » (terme choisi par le ministère) ne suit pas le même rythme. Elle profite pourtant d'une nouvelle réforme, initiée par Xavier Darcos en 2007 pour « rénover la voie professionnelle ». Officiellement destinée à « élever le niveau de qualification », cette réforme vise aussi à munir tous les sortants du système éducatif d'un diplôme et à redonner au CAP sa position perdue. Cette fois, la restauration du diplôme dans le système éducatif repose sur la réouverture des sections de formation que le ministère avait auparavant incité à fermer, sur la création de nouvelles spécialités mais aussi, et surtout, sur la disparition du cursus de formation au Brevet d'études professionnelles (BEP). Le CAP est désormais le seul diplôme disposant d'une offre de formation au niveau V². Des mesures radicales ont donc encore une fois été prises. Elles n'éliminent pas pour autant les obstacles ni les réticences des acteurs du système de formation.

C'est sur les arguments et sur les moyens mobilisés par cette politique que porte cet article, ainsi que sur les freins qu'elle rencontre. Si la politique institutionnelle menée dans la voie professionnelle est marquée par son volontarisme, ses orientations contradictoires conduisent à interroger ses objectifs comme ses logiques d'action et mettent en valeur la labilité de la notion d'efficacité, aujourd'hui tellement promue par les pouvoirs publics. Malgré leur vocation professionnelle explicite, les diplômes professionnels du ministère de l'Éducation nationale ont d'autres fonctions que celles qui leur sont officiellement dédiées. L'histoire récente du CAP et ses circonvolutions rendent bien compte de cette instrumentation et de ses effets.

Synthèse de travaux réalisés sur la politique éducative menée dans la voie professionnelle entre 1990 et 2005 (Maillard, 2005, 2007), la première partie revient sur la décision de relancer le CAP et sur les efforts mobilisés pour le métamorphoser. La deuxième partie examine la réforme de la voie professionnelle engagée fin 2007, qui promet un nouvel avenir au CAP, et analyse ses premiers résultats³. Enfin, la troisième partie évoque la réception de cette réforme par les acteurs voués à la mettre en application.

RÉGÉNÉRER LE CAP

Bien qu'aucune décision ministérielle n'ait jamais annoncé l'éradication du CAP dans le système éducatif (Legrand, 1994), c'est bien un tel processus qui opère

pendant les décennies quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Tout est mis en œuvre pour affaiblir la position du diplôme⁴, qui rassemblait l'essentiel des effectifs de l'enseignement professionnel au début des années quatre-vingt. Tout en invitant chercheurs et experts à répondre à la question de la nécessité du CAP, le ministère de l'Éducation nationale ne suit aucune de leurs recommandations, qu'elles proviennent du Groupe des enseignements technologiques⁵ (CEREQ, 1990) ou du rapport dirigé par Lucie Tanguy à la demande du secrétaire d'État à l'Enseignement technique (Tanguy, 1991).

Un certain décalage s'observe cependant entre les discours et les pratiques institutionnelles, puisque la Direction des lycées et collèges (aujourd'hui Direction générale de l'enseignement scolaire, DGESCO) adresse aux recteurs des notes favorables au redéploiement du CAP dans les lycées professionnels, dans lesquelles elle déplore « le recul trop important et uniforme [...] des préparations au CAP⁶ », mais supprime dans le même temps des dizaines de spécialités. L'offre de formation est donc considérablement restreinte et rien n'est fait pour améliorer l'image du diplôme, dont l'une des missions est de former les publics en grandes difficultés scolaires, notamment ceux de l'enseignement adapté. En outre, le CAP reste une composante du BEP dans nombre de spécialités, ce qui l'apparente à un « sous-diplôme » (Tanguy, 1991). À cette ambiguïté de l'institution répond celle des organisations professionnelles présentes dans les Commissions professionnelles consultatives (CPC), qui défendent inégalement le CAP et n'hésitent pas à changer d'opinion face aux représentants du ministère (Maillard, 2005). Face à la hausse du niveau d'éducation et à la désaffection du CAP, la pérennité de ce dernier ne leur semble pas forcément nécessaire, même lorsqu'elles sont attachées à ce diplôme (comme dans le bâtiment). Dès lors qu'il conduit aux mêmes catégories d'emploi, le BEP apparaît mieux placé pour répondre aux besoins du système productif ; il accueille des élèves d'un meilleur niveau scolaire, est plus exigeant en termes d'enseignement général et si sa formation transversale est souvent considérée comme « trop scolaire », elle est aussi jugée plus propice à l'adaptabilité.

À cette ambivalence partagée s'ajoutent les inquiétudes provoquées par la récession économique qui atteint la France entre 1992 et 1997. La période est très sombre : le chômage juvénile subit une très grande expansion (un chômeur sur cinq a moins de 25 ans), le nombre des sortants sans diplôme reste très élevé (150 000 jeunes sortent chaque année du système éducatif sans posséder le moindre diplôme) et le

taux d'accès au baccalauréat n'augmente plus. Par ailleurs, si à la sortie du système éducatif les jeunes non diplômés sont les premières victimes du chômage, les titulaires d'un CAP les suivent de très près et les liens entre le diplôme et l'emploi qualifié paraissent très estompés (Ourtau, Cahuzac & Lemistre, 2000). Dans ces circonstances, le CAP semble résiduel. Toutefois, comme la possession d'un diplôme est devenue l'une des conditions de l'accès des jeunes à l'emploi, sa disparition constituerait un manque difficile à combler. En tant que diplôme d'État, le CAP représente en effet la seule propriété individuelle, intemporelle, inaliénable et nationale dont peut disposer une fraction des sortants du système éducatif. Soumis à ces mouvements contraires, le ministère envoie des messages assez confus, interprétés sur le terrain comme l'affirmation du rejet du diplôme. La chute des effectifs se poursuit, malgré quelques appels à son ralentissement. Ce n'est qu'avec le retour de la gauche au pouvoir en 1997 qu'une nouvelle orientation prend corps, sous l'égide d'une politique une nouvelle fois très volontariste mais surtout inverse de celle qui avait été conduite dans les années quatre-vingt par un gouvernement du même bord. Prenant acte de la persistance des emplois d'exécution et même de leur déploiement dans certains secteurs d'activité, à l'encontre des prévisions qui avaient pu justifier la mise à l'écart du CAP, le ministre Claude Allègre⁷ promet une réforme de l'enseignement technique plutôt hétérodoxe, à l'issue de laquelle le CAP « pourrait être réactivé et redevenir le modèle principal du niveau V de formation⁸ ». Le programme de « refondation » du CAP est lancé et aucun des ministres qui se succéderont à la tête de l'Éducation nationale (huit entre 1998 et 2012) ne le mettra en cause.

Un CAP réinventé ?

Publiée en 1999, la Charte de l'enseignement professionnel intégré propose officiellement la relance du CAP. Elle affirme le caractère indispensable de la rénovation des diplômes de niveau V « pour tenir compte du développement d'emplois à ce niveau de qualification qui s'avèrent en expansion et pour clarifier les rôles respectifs du CAP et du BEP » (Ministère de l'Éducation nationale, 1999). Dans la mesure où cette recrudescence des emplois d'exécution, souvent non qualifiés, n'a pas surgi d'un coup, c'est à d'autres raisons que ce projet peut être imputé. Le ministère doit en effet affronter plusieurs problèmes : le nombre des sortants sans diplôme faiblit peu ; de nouvelles certifications professionnelles ont vu le jour en 1986 – les Certificats de qualification professionnelle des branches profes-

sionnelles (CQP) – or elles sont susceptibles de faire concurrence aux diplômes de l'Éducation nationale ; de plus, les signaux envoyés par les diplômés professionnels à l'adresse des employeurs sont brouillés. Si, comme le montre le CEREQ, le diplôme constitue une protection contre le chômage et la précarité, c'est très inégalement vrai selon les diplômes et les spécialités. Ainsi, les BEP du tertiaire administratif, qui forment un quart des élèves de BEP, ne protègent plus de rien. C'est également le cas de certains CAP. Mis à mal par les réformes qui l'ont désorganisé sans vraiment le remodeler, le niveau V a perdu son identité. Peu visible en période de haute conjoncture, car les employeurs recrutent alors sans trop opérer de sélection, cet affaiblissement prend la mesure d'un problème social lorsque la récession économique s'installe.

La réhabilitation du CAP est l'une des solutions choisies pour dénouer ce problème. Dans la charte, le CAP est présenté comme le diplôme « qui devrait être particulièrement détenu par tout jeune quittant le système éducatif avant le niveau de formation du baccalauréat ». Ainsi, « il s'agit de redonner sens au CAP, créé en 1911, qui demeure un diplôme efficace en terme d'emploi, et de préciser ses conditions de fonctionnement. Le CAP demeure un diplôme indispensable, recherché et dont la finalité est la réussite et l'emploi ». Le nouveau ton est donné. Le CAP doit être transformé, « re-professionnalisé », devenir également plus accessible pour éviter les sorties sans diplôme et se développer dans la formation continue, notamment par la validation des acquis professionnels. Le défi n'est pas mince, d'autant plus qu'il combine des exigences plus élevées, un accès plus facile au diplôme et la prise en compte des jeunes en difficultés pour qui la formation au CAP est la seule envisageable. Au passage, on remarque que seuls sont nommés le CAP et le baccalauréat, comme si le BEP n'existait déjà plus. Il est pourtant bel et bien en place et rassemble 422 000 élèves et 53 000 apprentis en 2000 en France métropolitaine (Ministère de l'Éducation nationale, 2000).

Pour atteindre sa nouvelle ambition, le ministère élabore un programme qu'il soumet à l'avis des partenaires sociaux. Une grande table ronde est organisée le 20 octobre 2000, avant la réunion du comité interprofessionnel consultatif le 14 novembre 2000. Trois objectifs sont identifiés : construire un lien fort avec l'emploi, sachant que le CAP n'a plus de place à occuper dans certaines activités professionnelles (l'informatique, le secrétariat, la comptabilité et la plupart des professions administratives...) mais qu'il peut en trouver une dans les emplois émergents et

dans ceux qui se professionnalisent (comme ceux des services aux personnes); construire un diplôme fortement professionnel, en faisant en sorte que le CAP définisse «à son niveau, une excellence professionnelle (capital humain), correspondant à la maîtrise de certaines activités professionnelles» et en faisant prévaloir «les compétences de métier»; construire également le premier niveau de qualification pour l'ensemble des jeunes sortant du système éducatif et favoriser l'accès à la certification.

S'ils en discutent certains termes, les partenaires sociaux approuvent ce projet. La «re-professionnalisation» du CAP, la séparation du CAP et du BEP et l'élaboration d'un nouveau *curriculum* du diplôme peuvent alors prendre forme, sous l'égide d'un nouveau groupe de travail qui réunit des membres de la direction des lycées et collèges et des inspecteurs généraux. Le 4 avril 2002, un nouveau décret redéfinit le CAP. Il reste un diplôme national, caractéristique qui avait été mise en discussion, et reste une entité indivisible. La proposition de morceler le diplôme en unités indépendantes, valides sans limite de temps et correspondant chacune à un «bloc de compétences et/ou de connaissances», qui avait été formulée dans la Charte de l'enseignement professionnel intégré, a été déboutée. Les unités acquises par les candidats qui n'obtiennent pas la totalité du diplôme le sont pour une durée de cinq ans, la modularisation de la certification ne voit par conséquent pas le jour⁹. L'innovation de ce projet réside dans le mode d'accès au diplôme qui passe par le contrôle en cours de formation et plus par un examen final. Elle repose aussi, paradoxalement, dans l'invocation de la tradition qui émaille tous les textes. Après avoir représenté un monde archaïque, antinomique avec une conception moderne du travail et de son organisation, le métier et les savoir-faire reviennent anoblis. Autrement dit, l'argumentaire mobilisé pour régénérer le CAP est le même que celui qui a servi à justifier son extinction dans le système scolaire.

Une relance laborieuse

Malgré l'appel au métier et à la nécessité du CAP, la relance du diplôme s'est révélée bien plus difficile à concevoir et à mettre en œuvre que son éviction du monde scolaire.

Ralentissements et tergiversations

S'il a fallu plusieurs années et un déclin très prononcé pour qu'une nouvelle orientation politique prenne place, quelques années supplémentaires ont également été nécessaires pour que la «refondation»

du CAP soit instituée. Aux diverses interruptions imposées par les changements de ministre et de responsables de direction ou de service au sein du ministère de l'Éducation nationale se sont ajoutés le temps requis pour la consultation des partenaires sociaux et la mise au point d'un texte relativement consensuel. La définition des programmes d'enseignement général et la question de la modularisation de la certification ont généré de nombreux débats. Les difficultés que ces derniers ont provoquées dans l'écriture du texte et le rejet de certaines audaces proposées pour faire du CAP un diplôme original ont considérablement ralenti le processus de refondation du CAP.

Entre l'annonce du projet et la publication du nouveau décret réglementant le diplôme, quatre années ont passé. La volonté politique n'a pourtant pas manqué, elle s'est même affichée avec beaucoup d'autorité dans les premiers temps. Mais pour les représentants des organisations professionnelles comme pour les acteurs du système éducatif, adhérer à un projet en rupture totale avec la politique menée jusque là s'avérait difficile. La Confédération générale du travail (CGT), comme d'autres organisations (la Fédération française du bâtiment par exemple, qui représente les grandes et moyennes entreprises du bâtiment), a suggéré que le CAP disparaisse et qu'un diplôme totalement nouveau voie le jour, pour rendre possible la réforme du niveau V et la revalorisation de l'enseignement professionnel. Une réhabilitation formelle ne leur semblait pas suffisante, le principe de «faire du neuf avec du vieux» paraissant peu cohérent. Cette proposition a reçu un certain écho dans l'administration centrale, elle a toutefois été rapidement rejetée. L'invention d'un nouveau diplôme semblait trop complexe à entreprendre et trop difficile à faire valoir, alors que le CAP restait un diplôme apprécié dans certains secteurs professionnels. La revalorisation du diplôme paraissait plus adaptée au temps court du politique, plus pragmatique et aussi moins coûteuse. Elle n'a toutefois pas été aussi rapide que prévu et s'est trouvée à la peine jusqu'à la fin des années 2000.

Des chiffres en hausse... modérée

Selon Florence Defresne (2007), la courbe de l'évolution des élèves inscrits en CAP entre 1995 et 2005 manifeste une importante croissance du diplôme dans les lycées professionnels: 75 000 en 1995, les élèves sont près de 97 000 en 2005 (France métropolitaine et DOM). Cet auteur y voit le signe d'un regain certain du CAP, d'autant plus sensible que c'est le seul diplôme professionnel à voir progresser ses effectifs.

Cette évolution apparaît cependant beaucoup moins remarquable lorsqu'elle est rapportée au déclin du diplôme : 457 000 en 1980, ses élèves n'étaient plus que 145 000 en 1990 (France métropolitaine). La chute a été nette et particulièrement rapide. Comparativement, la progression du diplôme dans l'offre scolaire de formation peut être qualifiée de médiocre (voir le tableau 1). Elle ne concerne en outre que les flux scolaires puisque dans le même temps le nombre des apprentis en CAP diminue : il passe de 189 000 en 1995 à 174 000 en 2004 (France métropolitaine et DOM). En remontée légère depuis 2005, ce chiffre oscille désormais autour de 180 000, sans que se dessine une tendance bien identifiable. Dans la formation continue, la relance tarde également à produire des effets. Le flux des candidats baisse entre 1996 et 2005, date à partir de laquelle il recommence à augmenter : 23 000 en 1995, ils sont 17 700 en 2007 et à nouveau 23 000 en 2010¹⁰. Là encore, la hausse est loin d'être substantielle et ne permet pas d'invoquer le renouvellement de l'attrait exercé par le CAP. Même si ses flux diminuent, le BEP reste jusqu'en 2007 le principal diplôme de la voie professionnelle. Son poids est considérable puisqu'au moment où s'engage la nouvelle réforme de la voie professionnelle, les élèves et les apprentis qui le préparent sont plus de 456 000. Pour réduire cet écart et donner plus d'élan au CAP, la réhabilitation et la redéfinition du diplôme ne suffisent pas. Ce sont donc d'autres mesures que la réforme va prendre.

LA RÉFORME DE LA VOIE PROFESSIONNELLE : UN NOUVEL AVENIR POUR LE CAP ?

Dans le cours des années 2000, plusieurs dysfonctionnements sont attribués à l'enseignement professionnel : le baccalauréat professionnel ne se développe plus et, si les jeunes bacheliers professionnels sont de plus en plus nombreux à tenter de poursuivre leurs études, les titulaires d'un BEP ne le sont pas assez. Pourtant, le BEP est déclaré « propédeutique », définition singulière pour un diplôme professionnel, tandis que le baccalauréat professionnel est dit « d'insertion », désignation elle aussi plutôt originale pour un baccalauréat. Ces deux diplômes posent par conséquent problème et attirent l'attention de l'Inspection générale des finances et de l'Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale, qui dénoncent le coût trop élevé de l'enseignement professionnel et son manque d'efficacité (2006). Quant à la réhabilitation du CAP, elle ne rencontre pas l'engouement espéré chez les jeunes et leurs familles. Les conseils régionaux

et les chefs d'établissement ne se montrent pas plus empressés pour ouvrir des sections de CAP, certaines régions, comme la Bretagne, ayant même engagé beaucoup d'efforts pour élever le niveau d'éducation et limiter le poids du CAP dans l'offre de formation.

En outre, la France n'a pas atteint les objectifs inscrits dans la loi d'orientation de l'éducation du 10 juillet 1989 : conduire en 2000 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat et « l'ensemble d'une classe d'âge au minimum au niveau du CAP ou du BEP » (article 3). Le taux d'accès d'une génération au niveau du baccalauréat stagne, ne dépassant toujours pas 70 % en 2006, toutes voies de formation confondues. Le nombre de jeunes qui quittent le système éducatif sans diplôme connaît le même type de stabilité, puisqu'il représente encore près de 20 % d'une génération de sortants (140 000 sur 740 000), quels que soient les estimations et les critères de tri¹¹. Si l'enseignement professionnel ne peut être tenu pour seul responsable de ces chiffres, sa plasticité et la faible mobilisation sociale qu'inspirent ses réformes en font un instrument particulièrement adapté à l'action publique.

C'est dans ce contexte que, suite à sa nomination en mai 2007, le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Xavier Darcos, entreprend de mettre en place une nouvelle grande réforme de la voie professionnelle. Ce projet, qui doit avoir fait son œuvre à la rentrée 2009, restructure l'offre de diplômes pour mieux transformer l'offre de formation, en généralisant la préparation du baccalauréat professionnel en 3 ans¹², en supprimant le cursus de formation au BEP et en redéployant une fois encore le CAP.

Des innovations radicales

Dans une note du 9 juillet 2007 adressée au directeur général de l'enseignement scolaire, le ministre expose trois priorités pour l'enseignement professionnel : « valoriser le lycée professionnel ; initier une profonde refondation de l'offre de diplômes et de la certification ; renforcer le pilotage par les objectifs de la carte des formations professionnelles tant au niveau national qu'au niveau académique ». Si la valorisation de l'enseignement professionnel fait partie du corpus de communication de tous les ministres de l'Éducation nationale, la « profonde refondation » envisagée est moins fréquemment citée. Elle contredit par ailleurs le titre que prendra la réforme, celui de « rénovation », mais aussi l'objet visé, qui ne peut être seulement l'enseignement professionnel. Dès lors que l'architecture des diplômes est modifiée, c'est toute l'offre de

formation qui est touchée. Le ministre s'en apercevra peu après, lorsqu'il faudra permettre aux apprentis de préparer un baccalauréat professionnel en trois ans alors que les contrats d'apprentissage se limitent à deux ans – imposant une modification du code du travail. C'est aussi par les diplômes qu'un pilotage national peut avoir lieu, dans la mesure où l'offre de formation professionnelle est totalement régionalisée depuis 1993.

Cette fois, c'est le BEP qui subit les foudres du ministre. Ce diplôme est considéré comme un obstacle au développement du baccalauréat professionnel et du CAP. Malgré sa vocation propédeutique (libellée ainsi dans la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école du 23 avril 2005), il a continué de fonctionner dans la pratique comme un diplôme « à double finalité ». Cet usage en fait un « mauvais » diplôme, jugé d'autant plus inefficace qu'une part de ses titulaires, dans certaines spécialités tertiaires, ont plus souvent accès au chômage, à l'emploi aidé et à des emplois non qualifiés qu'à des emplois stables et qualifiés (Couppié, Gasquet & Lopez, 2004). La réforme franchit un pas décisif en supprimant son cursus de formation, ce qui laisse aux jeunes sortants du collège le choix de préparer soit un CAP soit un baccalauréat professionnel. Mesure inédite, le BEP devient un diplôme sans formation. Car si la formation disparaît, le diplôme n'est pas éliminé. Les enseignants de baccalauréat professionnel ont même l'obligation d'y présenter tous leurs élèves. Le BEP devient dans les textes « une certification intermédiaire » puis « un diplôme intermédiaire », que les jeunes préparant un baccalauréat professionnel doivent obtenir au cours de leur formation ; sa détention n'est cependant pas une obligation, ce qui lui donne une consistance ectoplasmique. Il est allégé, rénové, pour faire en sorte que les sorties sans diplôme puissent diminuer. Selon les propos d'un responsable de la DGESCO, il doit être obtenu « en passant » (Maillard, 2010).

Le CAP occupe en revanche une place plus solide dans la nouvelle carte des diplômes. Étrangement cependant, alors que c'est au nom de sa double finalité ingérable que le BEP est effacé de l'offre de formation, le CAP se voit attribuer à son tour les mêmes dispositions. Pour éviter d'en faire un diplôme de relégation, reproche qui l'accompagne depuis son expansion scolaire, la réforme instaure une passerelle avec la 1^{re} professionnelle. Le CAP conduit par conséquent en même temps à la poursuite d'études, pour préparer un baccalauréat professionnel ou un brevet professionnel, et au marché du travail. Ce qui relevait d'un

droit auquel peu de publicité était faite, devient une règle.

Des CAP à promouvoir ou à créer ?

Pour déployer l'effectif du CAP, encore faut-il pouvoir disposer d'une offre suffisamment attractive de spécialités. Or toutes n'intéressent pas les jeunes, et dans certains domaines professionnels, il n'existe plus aucun CAP (dans le tertiaire administratif et la mécanique industrielle par exemple). Comment développer le diplôme dans ces conditions ? La création de nouvelles spécialités est une réponse possible. Elle suscite cependant peu d'intérêt auprès des organisations professionnelles, qui s'interrogent sur de nouvelles opportunités d'emploi. Il existe encore près de 200 spécialités en 2007 et le ministère, avec l'aide des CPC, a déjà créé de nombreux CAP pour proposer des réponses à la professionnalisation de certains emplois des services (gardien d'immeubles, agent de sécurité, agent de prévention et de médiation, agent vérificateur d'appareils extincteurs, etc.). Or leurs flux sont restés modérés et tous n'ont pas fait la preuve de leur pertinence (le CAP « agent autoroutier » a même été supprimé peu après sa mise en place).

En fait de création, c'est plutôt la résurrection de CAP disparus qui est envisagée, comme celle des CAP industriels que l'Union des industries et des métiers de la métallurgie (UIMM) déclarait inadaptés et dont elle regrette aujourd'hui l'absence. Toutefois, si le CAP a encore un rôle à jouer dans l'industrie, ce n'est pas le cas dans d'autres domaines d'activités comme le tertiaire administratif, où ce diplôme a disparu faute d'emplois accessibles (Maillard, 1993). Pour éviter « l'engorgement » des baccalauréats de comptabilité et de secrétariat, un CAP est pourtant réclamé par les enseignants. Dépourvu de cible professionnelle, un tel diplôme ne pourrait avoir qu'une fonction d'accueil des élèves exclus des formations au baccalauréat professionnel¹³, ce qui contredit objectivement les ambitions de la politique de relance du CAP. La suppression du cursus de formation au BEP, après celle de nombreux CAP, confronte le ministère de l'Éducation nationale aux effets en chaîne de sa politique passée. Si l'existence du seul baccalauréat professionnel dans une spécialité peut se justifier du point de vue de l'emploi, elle pose en revanche problème en termes de gestion des flux dans l'offre de formation. Parmi ses objectifs, la régénération du CAP doit aussi envisager la scolarisation des jeunes auxquels est refusé l'accès au baccalauréat professionnel, or c'est précisément l'une des missions qui a le plus fortement contribué au

Tableau 1. **Évolution des effectifs d'élèves du second cycle professionnel***

	1990	2005	2007	2009	2010
Effectifs de CAP (1, 2 et 3 ans)	152 827	96 603	100 108	115 746	123 310
Effectifs de BEP (1 et 2 ans)	471 308	423 678	407 960	152 144	55 089
Effectifs de bac pro (2 ans)**	96 426	185 449	184 438	87 835	-
Effectifs de bac pro (3 ans)	-	5 445	11 668	328 922	517 274
Total	720 561	711 175	704 174	684 647	695 673

Source : *Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche*, 2011 (Ministère de l'Éducation nationale).

Note : * : effectifs de France métropolitaine et DOM, des établissements publics et privés, comprenant les Établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) ; ** : dans ses statistiques, le ministère agrège baccalauréat professionnel et Brevet des métiers d'art (BMA), diplôme qui rassemble de très petits flux.

rejet du diplôme, dans l'institution éducative comme sur le marché du travail.

Un succès en demi-teinte

Les deux ministres qui ont mis en place et supervisé la réforme (Luc Chatel ayant remplacé Xavier Darcos le 23 juin 2009) se sont félicités de son succès. Comme le montre le tableau 1, en deux ans les effectifs du BEP se sont effondrés et le baccalauréat professionnel est devenu le premier diplôme de l'enseignement professionnel. Les objectifs ont donc *a priori* été atteints. De plus, malgré les difficultés que rencontre l'apprentissage pour assurer une formation au baccalauréat en 3 ans (Maillard, 2010), 50 000 apprentis y sont inscrits en 2009, contre 42 000 en 2008.

L'effectif total des lycéens professionnels est toutefois loin de progresser, la hausse du nombre des élèves inscrits en baccalauréat professionnel et en CAP ne compensant pas la perte du BEP. Le faible développement du CAP ne permet pas de conclure au renouveau du diplôme, mais il laisse également en suspens son devenir et plus généralement celui du niveau V. Intervenant au colloque consacré au centenaire du CAP organisé à Poitiers en octobre 2011, Jean-Marc Huart, sous-directeur des formations professionnelles à la DGESCO, a souligné les difficultés que rencontre le ministère pour remplir les sections de CAP ouvertes au nom de la réforme. 10 000 places sur 23 000 n'ont ainsi pas trouvé preneur en 2009. Et selon les chefs d'établissement et les enseignants interrogés sur les

premiers pas de la réforme, cette faible attractivité du CAP ne s'adresse pas qu'aux jeunes en formation. Elle les concerne également, non seulement à cause de la position ambiguë du CAP dans l'espace éducatif mais aussi à cause du mélange d'exaspération et d'inquiétude que suscite le mouvement ininterrompu des réformes dans la voie professionnelle.

FAIRE, DÉFAIRE, REFAIRE... LES ACTEURS DE LA FORMATION FACE À LA FIÈVRE RÉFORMATRICE

C'est à bas bruit que la réforme a initialement pris place au mitan de l'année 2007, les annonces officielles accompagnant l'action ou intervenant après coup. Cette méthode a suscité de francs désaveux parmi les acteurs de la formation, mais aussi divers accommodements. D'abord farouchement hostiles¹⁴, les syndicats enseignants se sont ensuite divisés et un protocole d'accord a finalement été signé le 23 mai 2008 par quatre organisations (SNETAA-EIL, SGEN-CFDT, SNPDEN-UNSA éducation, ID-FAEN¹⁵). L'hostilité a également été vive chez les partenaires sociaux et chez les enseignants, même lorsqu'ils adhéraient au principe de raccourcir le cursus de formation au baccalauréat professionnel et de donner plus de place au CAP. Ils ont décrié l'absence de concertation et dénoncé la fin du BEP, à laquelle de nombreux acteurs interrogés ne croyaient pas au moment de l'enquête. Il leur semblait en effet inenvisageable que

la formation au diplôme rassemblant les plus gros flux pût être supprimée.

La relance du CAP: une «nécessité» diversement appréciée par les chefs d'établissement et les enseignants

La disparition des sections de BEP oblige les chefs d'établissement à élaborer de nouvelles stratégies pour assurer la survie de leur établissement et maintenir l'équilibre des équipes pédagogiques en place. Dans les entretiens qu'ils nous ont accordés, ils évoquent les innombrables calculs auxquels ils doivent se livrer pour se projeter dans le meilleur avenir possible. La plupart estiment l'épreuve difficile, car une offre limitée au CAP et au baccalauréat professionnel réduit les opportunités de formation pour les jeunes, tout en imposant de nouvelles contraintes aux enseignants. Quelle que soit leur appréciation de la réforme, tous se préoccupent de la gestion des flux en formation, question à laquelle s'ajoute celle des postes d'enseignants. L'égalité des filières d'enseignement prônée par la généralisation du baccalauréat professionnel en 3 ans et le regain du CAP peuvent ainsi apparaître lourds de menaces, l'une parce qu'elle sera difficile à atteindre et aboutit à comprimer l'offre de formation, l'autre parce qu'il s'inscrit mal dans la politique de hausse du niveau d'éducation et de valorisation de la voie professionnelle. Plusieurs d'entre eux l'affirment, ce n'est pas avec le CAP qu'un établissement assure sa réputation. Même lorsqu'ils se réjouissent d'ouvrir des sections de baccalauréat professionnel en 3 ans (ce qui est plus souvent le cas des proviseurs dont les établissements préparent au commerce), la perspective de développer le CAP, voire de réouvrir des sections qui avaient été supprimées, ne les enthousiasme guère.

Lorsqu'ils s'interrogent sur la manière dont leur offre de formation pourrait être déployée, c'est plutôt vers le Brevet de technicien supérieur (BTS) que leur attention se tourne, ainsi que vers la multiplication des sections de baccalauréat professionnel, comme l'annonce cette responsable d'un lycée privé et d'un Centre de formation d'apprentis (CFA): «Une projection a été faite jusqu'en 2013: deux divisions seront perdues. Il faut élaborer des stratégies pour compenser cette perte: développer le BTS et le bac pro en 3 ans». Un autre chef d'établissement, d'un lycée public cette fois, précise: «Les jeunes qui veulent poursuivre après le bac pro veulent préparer un BTS en apprentissage. Il faut par conséquent que le LP ouvre des sections d'apprentissage en BTS. Il faudrait augmenter les

flux en CAP pour disposer d'une offre de niveau V qui permette d'offrir un projet très centré sur l'éducation, la socialisation, pour des jeunes en grosses difficultés d'adaptation à l'école. En CAP, les jeunes viennent de SEGPA [Section d'enseignement général et professionnel adapté] et n'ont absolument aucune envie d'apprendre un métier, ils sont loin de la professionnalisation. Les profs ont de grandes difficultés en CAP, il y a un fort décrochage. [...] Le rectorat affirme qu'on peut ouvrir des CAP, mais pour les enseignants, le CAP revient à former des jeunes en difficultés, alors c'est difficile et ils n'y tiennent pas» (Maillard, 2010, p. 105). Cette réticence est clairement évoquée dans le rapport rédigé en 2009 par l'inspection générale, qui fait part du «malaise» éprouvé par les équipes de direction et les enseignants, «d'une impression de flottement, voire de précipitation» et s'inquiète sur de nombreux points, dont le développement «à la fois nécessaire et redouté» du CAP (Doriath & Cuisinier, 2009, p. 22). Associés aux débuts de la réforme, comme ceux que nous avons recueillis dans notre enquête, ces propos sont pour l'instant confirmés par les chiffres des inscrits en CAP, qui augmentent à pas comptés. En dépit des limites liées aux dates des enquêtes et à leurs échantillons, ces résultats restent pertinents, l'entreprise de ré-enchantement du diplôme par le ministère de l'Éducation nationale ne pouvant suffire à combattre des années de disqualification.

Ainsi, malgré les discours institutionnels qui valorisent le CAP, l'image du diplôme reste associée au public des jeunes en difficultés. Un proviseur affirme même que «proposer du CAP pour étayer l'offre de formation ferait peur aux profs, ce serait traduit comme une mauvaise intention à leur égard»... (Maillard, 2010, p. 105). Certains enseignants, trop heureux de ne plus enseigner en CAP, ne voient en effet pas d'un œil favorable le retour de ce diplôme et le disent sans ambages. Seuls quelques «missionnaires» se projettent volontiers dans cet enseignement¹⁶. Dans le même temps, la présence de sections de CAP apparaît indispensable aux enseignants pour limiter l'hétérogénéité des classes de baccalauréat professionnel, accorder l'orientation au niveau des élèves mais aussi offrir une issue de secours aux jeunes qui peinent à suivre la formation au baccalauréat.

Si la mission du CAP s'élargit, c'est néanmoins toujours dans l'objectif de former les plus fragiles, qu'ils proviennent du collège ou d'une section de baccalauréat professionnel. Dans ces circonstances, sa capacité de promotion reste faible, ce qui ne peut que rejaillir sur les inscrits en formation, mais aussi sur les établissements et leurs représentants.

Des employeurs très pragmatiques

Fin 2008, l'annonce du projet de réforme (laquelle était en réalité déjà très engagée) a suscité une franche levée de boucliers de la part des organisations professionnelles représentées dans les CPC. L'opposition a été unanime, en raison du bouleversement induit par la disparition du BEP et par le marquage du baccalauréat professionnel comme diplôme professionnel de référence. Le risque de renouer avec le passé récent du CAP a été évoqué, dans la mesure où le principe d'en faire le diplôme des jeunes jugés incapables de préparer un baccalauréat paraissait peu apte à le valoriser. En identifiant principalement le CAP par sa fonction de remédiation scolaire, la réforme tend en effet à gommer les efforts de la refondation du diplôme.

Après avoir annoncé quinze ans plus tôt l'inanité du CAP, l'UIMM, par le biais de son représentant Philippe de Navacelle, également représentant du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), a affirmé cette fois que la plupart des emplois en France étaient des emplois d'exécution, correspondant à des diplômes de niveau V (comité interprofessionnel consultatif du 31 mars 2008). Selon ce nouveau raisonnement, c'est la valeur du baccalauréat professionnel qui est désormais en cause, du fait de son décalage avec les exigences des employeurs. Si le CAP était jugé trop faible (jugement soudain évanoui), le baccalauréat professionnel est considéré d'un niveau trop élevé pour satisfaire les employeurs. Le résultat d'une telle affirmation est sans surprise : il met en cause toute corrélation possible entre diplôme et qualification professionnelle. Quoi qu'en dise le ministère de l'Éducation nationale, ses diplômes professionnels ne sont pas *stricto sensu* des qualifications professionnelles dans le système d'emploi. Les résultats des enquêtes sur l'insertion des jeunes le signalent sans ambiguïté lorsqu'ils mettent en valeur la diversité des parcours que suivent les titulaires d'un même diplôme. Selon José Rose (2008), la valeur d'échange des diplômes est « relative ». Elle dépend de la conjoncture économique, du fonctionnement du marché du travail, des territoires d'insertion, des individus... et des compromis passés dans les instances paritaires pour établir des liens entre diplôme et emploi. Sans ces compromis, les diplômes ne disposent que de la garantie du ministère qui les délivre, qui est aussi celle de l'État pour le ministère de l'Éducation nationale. Dès lors que le dit ministère se montre indifférent à cette question, les protections qu'il offre s'affaiblissent. Inscrite dans l'individualisation des rapports salariaux, cette posturerompt avec celle qu'adoptait jusque là le ministère de l'Éducation nationale.

Imposée par le ministre, la réforme de la voie professionnelle parle d'élever la qualification, mais sans jamais se référer à l'emploi ni aux classifications professionnelles. Les employeurs interrogés ont facilement pris leur parti d'une telle absence. Ils appréhendent le baccalauréat professionnel comme le diplôme correspondant au premier niveau de la qualification professionnelle, et le CAP comme un diplôme permettant l'accès à un emploi d'exécution... indifférencié. Le refus, souvent catégorique, de considérer les diplômes comme des indicateurs de qualification tient, dans ces discours, à l'importance accordée aux « qualités individuelles », que seul l'usage permet d'évaluer. Mais les employeurs en appellent également au brouillage du signal émis par les diplômes, trouvant dans la politique éducative des arguments bien fondés pour méjuger les diplômes et leurs titulaires, invités à « faire leurs preuves » (Maillard, 2008 ; Kergoat, 2011). Cette exigence de faire ses preuves dure un certain temps, selon les travaux du CEREQ (Arrighi, Gasquet & Joseph, 2009). Bas salaires, précarité et chômage attendent ainsi un grand nombre de diplômés du niveau V. En l'absence d'enquêtes capables d'analyser les effets de la réforme sur l'insertion des jeunes, c'est ce résultat qui reste le plus notable. Il devrait s'installer d'autant plus durablement qu'une grave récession économique a atteint la France en 2009, et qu'elle est toujours présente en 2012.

In fine la réforme permanente produit quelques résultats stables : l'affaiblissement progressif des liens entre les diplômes et les qualifications professionnelles, le découragement des enseignants (dont la formation a en outre été bouleversée par la maîtrise) sans cesse confrontés à des injonctions contradictoires et à des moyens de plus en plus réduits, la domination des perspectives gestionnaires sur la réflexion pédagogique, mais aussi une scolarisation de plus en plus marquée de l'enseignement professionnel. Si cette dernière tendance conforte les réticences des employeurs à reconnaître les diplômes, elle conduit également de nombreux acteurs du système éducatif à envisager la professionnalisation comme une méthode pédagogique plus que comme l'apprentissage d'un métier. Déjà repérée lors d'enquêtes sur le CAP réalisées dans les années quatre-vingt-dix, cette perception s'est sensiblement étendue et a gagné les enseignants de baccalauréat professionnel. En insistant sur la finalité de poursuite d'études des diplômes professionnels, le ministère en propose une définition pour le moins ambiguë, qui peut difficilement résister à la critique des employeurs.

CONCLUSION

Redéfini et réhabilité, le CAP n'a pas été vraiment totalement relégitimé, contrairement à ce que promettait la politique engagée à la fin des années quatre-vingt-dix. Qu'il s'agisse de son public, de ses conditions d'accès, de son *curriculum* ou de son mode d'évaluation, il est loin de ressembler au CAP sélectif et plutôt élitiste des années cinquante et soixante auquel se rapporte sa « refondation ». Si la réforme de la voie professionnelle impose un mouvement en faveur de son développement, c'est néanmoins en l'associant au public des jeunes en difficultés, association responsable depuis quarante ans de son discrédit comme de l'image d'enseignement de « relégation » dont souffre

l'enseignement professionnel. Il est également peu probable que la valeur du diplôme en soit améliorée. Confrontée à une politique très instable et qui met les diplômes en concurrence, la voie professionnelle en subit les contrecoups. Paradoxalement c'est son rôle de scolarisation qui l'emporte, au moment même où la professionnalisation des formations et des diplômes est considérée comme un enjeu majeur pour la France comme pour l'Union européenne. Quelle pourra être, dans ces conditions, la reconnaissance de ses diplômes ?

Fabienne Maillard

fabienne.maillard@u-picardie.fr

Université de Picardie-Jules-Verne, CURAPP

NOTES

- 1 Lancé par le gouvernement socialiste au milieu des années quatre-vingt, cet objectif a ensuite été inscrit dans la loi d'orientation sur l'éducation n° 89-486 du 10 juillet 1989.
- 2 Sans compter les mentions complémentaires de niveau V, qui se préparent après l'obtention d'un diplôme dans un objectif de spécialisation.
- 3 Les deuxième et troisième parties reposent sur une recherche menée en 2009 et 2010, avec la collaboration de Nathalie Frigul, sur les effets de la réforme de la voie professionnelle dans le champ tertiaire (Maillard, 2010). Une enquête a été réalisée sur deux domaines de formation, la restauration et le commerce, et dans deux régions, l'Île-de-France et la Picardie. Quinze établissements de formation et une vingtaine d'entreprises y ont participé, ainsi que des inspecteurs généraux, des représentants des Commissions professionnelles consultatives (CPC) et de la DGESCO. Dix responsables d'établissement (proveurs, proveurs-adjoints, chefs de travaux) et trente-deux enseignants ont été interrogés. Une analyse socio-historique du baccalauréat professionnel complète cette approche.
- 4 Les établissements sont ainsi dotés de moyens constants, alors qu'ils doivent ouvrir des sections de baccalauréat professionnel, le CAP devient un « élément du BEP » dans le cadre de l'association des deux diplômes et l'offre de spécialités de CAP passe de 314 à 215 en dix ans.
- 5 Qui réunit des membres de l'administration centrale, des représentants du CEREQ, de l'ONISEP et de l'inspection générale, ainsi que quelques « personnes qualifiées ».
- 6 « De nouvelles orientations pour le CAP », note DLC n° 92-168 du 29/05/1992, ministère de l'Éducation nationale.
- 7 Nommé par Lionel Jospin, devenu premier ministre le 2 juin 1997, Claude Allègre exerce ses fonctions de ministre de l'Éducation nationale du 4 juin 1997 au 6 avril 2000. Jack Lang lui succède jusqu'au 5 mai 2002. Jean-Luc Mélenchon, ministre délégué à l'Enseignement professionnel auprès de Jack Lang, reprend à son compte le programme prédéfini en l'incluant dans une grande campagne de communication.
- 8 *La Lettre de l'éducation*, n° 227, 16 mars 1998.
- 9 Ainsi les notes se compensent entre elles, ce qui ne peut être le cas lorsque les unités constituent des entités autonomes, comme c'était le cas pour les unités « capitalisables ». Ce découpage en unités a été généralisé à l'ensemble des diplômes pour rendre possible la Validation des acquis professionnels (VAP), dispositif institué en 1992 et remplacé en 2002 par la Validation des acquis de l'expérience (VAE).
- 10 Ces chiffres sont issus des éditions 1999, 2002, 2010 et 2011 de *Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche* (Ministère de l'Éducation nationale).
- 11 La notion de « niveau », utilisée en référence à la nomenclature interministérielle des niveaux de formation de 1969, permet ainsi d'inclure parmi les « qualifiés » aux niveaux V et IV de formation ceux qui ont achevé l'année terminale de formation sans passer l'examen et ceux qui ont échoué à l'examen ; ce qui ne vaut pas pour les autres niveaux de formation. Comme les calculs effectués par les services ministériels et par les chercheurs mobilisent différents critères, ils peuvent aboutir à des variations notables.
- 12 Formule mise en place en 2001, à la demande de l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM, devenue l'Union des industries et des métiers de la métallurgie), mais qui n'avait qu'un statut expérimental. Les rapports des inspecteurs généraux qui l'ont successivement évaluée incitent d'ailleurs tous à limiter l'extension de cette préparation au baccalauréat professionnel en raison de ses effets pervers.
- 13 C'est justement parce qu'il ne menait plus à l'emploi que le CAP « employé des services administratifs et commerciaux » a été supprimé en 1992.
- 14 Dans *L'Enseignement professionnel* du 21 octobre 2007, le Syndicat national de l'enseignement technique action autonome-Efficacité indépendance laïcité (SNETAA-EIL), majoritaire chez les Professeurs de lycée professionnel (PLP), condamnait ainsi le projet de réforme : « Il entraîne la mort du BEP. Il conduit à des suppressions massives de postes et du corps des PLP. Il déprofessionnalise l'Enseignement professionnel et condamne les LP par leur transformation en lycées polyvalents. Il oriente systématiquement tous les jeunes en seconde qui deviendra indifférenciée pour construire le lycée unique avec un bac à options. Il rejette les jeunes en difficultés hors du système scolaire vers l'apprentissage. » L'accord signé inscrit le BTS dans la voie professionnelle, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives professionnelles aux PLP. La rémunération des copies de baccalauréat professionnel et l'octroi d'une prime de 1 500 euros pour les professeurs principaux des sections de baccalauréat professionnel en 3 ans sont également prévus. Une revalorisation salariale devait en outre être négociée par l'intermédiaire d'un groupe de travail mis en place en juin 2009.
- 15 SGEN-CFDT : Syndicat général de l'Éducation nationale et de la Recherche publique-Confédération française démocratique du travail ; SNPDEN-UNSA : Syndicat national des personnels de direction de l'Éducation nationale-Union nationale des syndicats autonomes ; ID-FAEN : Indépendance et direction-Fédération autonome de l'Éducation nationale.

16 Les appréciations sont cependant différentes selon les régions et les spécialités : alors qu'en Île-de-France les enseignants se montrent peu enthousiastes à l'idée de former à ce diplôme, ils y sont beaucoup mieux disposés en Picardie, où le CAP représente un diplôme encore rare et difficile d'accès. La spécialité du

diplôme influence également leur perception, les enseignants qui forment à la restauration, où le CAP jouit encore d'une véritable reconnaissance, acceptant plus facilement l'expansion du diplôme que ceux du commerce, secteur qui associe volontiers le CAP à l'emploi non qualifié.

BIBLIOGRAPHIE

- ARRIGHI J.-J., GASQUET C. & JOSEPH O. (2009). *L'insertion des sortants de l'enseignement secondaire. Des résultats issus de l'enquête Génération 2004*. Marseille : CEREQ, coll. « Nef », n° 42.
- COUPPIÉ T., GASQUET C. & LOPEZ A. (2004). *Évolutions de l'emploi tertiaire de base et positionnements des CAP-BEP tertiaires sur le marché du travail*. Marseille : CEREQ, coll. « Relief », n° 6.
- DEFRESNE F. (2007). « Les évolutions en lycée professionnel sur 10 ans ». *Éducation & formations*, n° 75, p. 59-67.
- DORIATH B. & CUISINIER J.-F. (2009). *La rénovation de la voie professionnelle*. Rapport IGEN et IGAEN n° 2009-065 au ministre de l'Éducation nationale. Paris : Ministère de l'Éducation nationale.
- CERQ (1990). « L'avenir du niveau V (CAP-BEP). Filières de formation et d'emploi ». *Études*, n° 56.
- INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES & INSPECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE (2006). *Audit sur la carte de l'enseignement professionnel*. Paris : Ministère de l'Éducation nationale.
- KERGOAT P. (2011). « Grandes entreprises, diplômes et compétences ». In M. Millet & G. Moreau (dir.), *La société des diplômés*. Paris : La Dispute, p. 235-246.
- LEGRAND A. (1994). *Le système E*. Paris : Denoël.
- MAILLARD F. (1993). « De la remédiation scolaire à la professionnalisation : les multiples fonctions d'un diplôme – Le cas du CAP Employé des services administratifs et commerciaux ». *Formation emploi*, n° 42, p. 25-32.
- MAILLARD F. (2005). « L'ambivalence de la politique éducative : le CAP entre déclin et relance ». *Formation emploi*, n° 89, p. 65-78.
- MAILLARD F. (2007). « Vingt ans de politique des diplômes : un mouvement constant de réforme ». *Éducation & formations*, n° 75, p. 27-36.
- MAILLARD F. (dir.) (2008). *Des diplômes aux certifications professionnelles. Nouvelles normes et nouveaux enjeux*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- MAILLARD F. (dir.) (2010). *Enquête sur les premiers pas de la généralisation du bac pro en 3 ans dans le champ tertiaire*. Paris : Ministère de l'Éducation nationale, coll. « CPC études », n° 3.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE (1999). *Un lycée pour le XXI^e siècle. L'enseignement professionnel intégré*. Paris : Ministère de l'Éducation nationale.
- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE (2000, 2011). *Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche*. Vanves : Ministère de l'Éducation nationale.
- MOREAU G. (2003). *Le monde apprenti*. Paris : La Dispute.
- OURTAU M., CAHUZAC É. & LEMISTRE P. (2000). *Le CAP aujourd'hui. Une analyse de la situation professionnelle des titulaires du diplôme*. Paris : Ministère de l'Éducation nationale, coll. « CPC documents », n° 2000-3.
- ROSE J. (2008). « Valeur et reconnaissance des diplômes. Une affaire d'appréciation ». In F. Maillard (dir.), *Des diplômes aux certifications professionnelles. Nouvelles normes et nouveaux enjeux*. Rennes : Presses universitaires de Rennes, p. 297-316.
- TANGUY L. (dir.) (1991). *Quelle formation pour les ouvriers et les employés en France ? Rapport au secrétaire d'État à l'Enseignement technique*. Paris : La Documentation française.